

La mission (presque) impossible des enseignants de Seine-Saint-Denis

Sophie se souvient de l'angoisse des premiers jours, il s'agissait de s'assurer que ses élèves les plus vulnérables étaient « bien » confinés. Notamment une petite fille, asthmatique, hébergée par le 115 avec sa mère dans un lieu administratif transformé en dortoir pour 14 mères de famille. Sophie a rapidement compris qu'elles manquaient de tout. « *Elles n'avaient pas assez à manger, plus de savon et plus la possibilité de faire des lessives. Sans papiers, elles craignaient d'aller faire leurs courses...* »

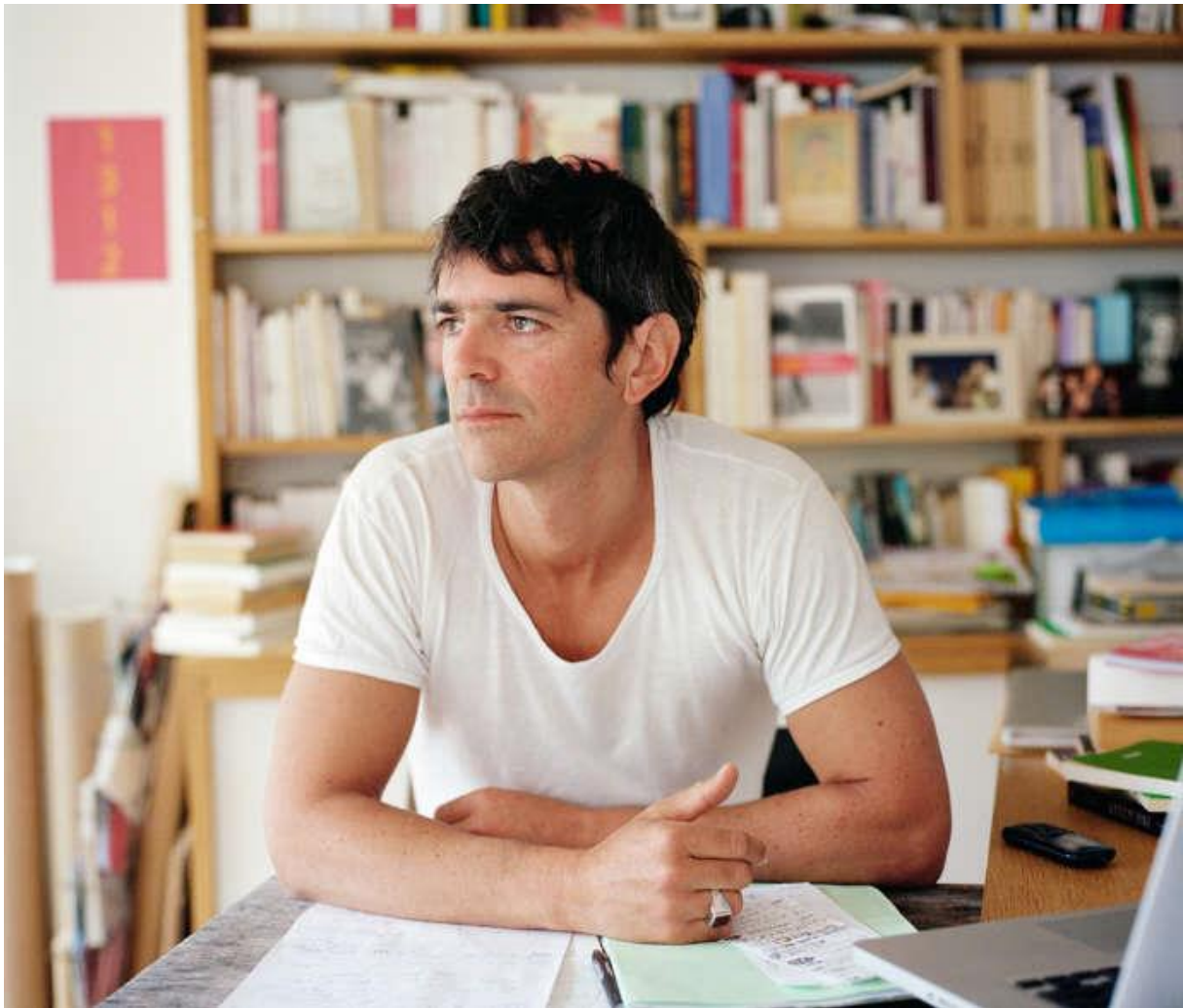
La misère, Sophie connaît. Professeure des écoles en Seine-Saint-Denis, elle en a vu, des élèves aux doudounes trop petites qui ne mangent qu'un repas par jour, à la cantine. Mais, cette fois, son inquiétude a été plus vive encore. L'enseignante s'est démenée jusqu'à obtenir du maire qu'il se déplace dans le centre d'hébergement pour constater la catastrophe. « *Ça a été ça, les premiers jours du confinement : accompagner les familles...* »

« Beaucoup de parents se sont sentis dépassés. Entre ceux qui n'ont pas d'imprimante, ceux qui travaillent et rentrent tard le soir, ceux qui ne maîtrisent pas la langue... Ce sont des difficultés courantes ici qui, subitement, explosent. » Laurent Krief, prof de maths

La réouverture des classes le 11 mai, dans le 93, personne n'y croit. Vanessa, enseignante à Montreuil, est partagée entre l'envie de revoir ses élèves et la crainte de reprendre dans la précipitation : « *Les locaux inadaptés ne permettent pas d'appliquer les consignes de distanciation, le manque de personnels est monnaie courante...* » Même si le ministère martèle depuis le 16 mars que la priorité est à la « *continuité pédagogique* », beaucoup de professeurs ont renoncé très tôt à cet objectif jugé illusoire.

Vanessa : « *Là, enfermé chez soi, chacun est renvoyé à sa condition de classe sociale. Ce qu'on construit à l'école, c'est justement quelque chose qui permette de sortir de ça. Ce qui est mis à nu, ce sont les inégalités.* » A une famille particulièrement vulnérable, elle téléphone régulièrement pour être sûre que tout va bien et pour ne pas culpabiliser les parents de ne pas pouvoir « *faire l'école* » à leur fils.

Le sentiment d'être impuissants, Laurent Krief, professeur de maths au collège Lavoisier à Pantin, le décèle dans les e-mails des parents, comme cette mère qui lui a écrit pour s'excuser parce que sa fille n'a pas pu rendre son devoir à temps : elle télétravaille et partage son unique ordinateur avec ses enfants : « *Beaucoup de parents se sont sentis dépassés. Entre ceux qui n'ont pas d'imprimante, ceux qui travaillent et rentrent tard le soir, ceux qui ne maîtrisent pas la langue... Ce sont des difficultés courantes ici qui, subitement, explosent. La peur de mal faire, la mauvaise image de soi est accentuée.* »



Laurent Krief, professeur de mathématiques dans un collège à Pantin, le 1er mai. Marion Poussier pour M le magazine du Monde

L'enseignant s'est donné pour mission de « rassurer ». S'il envoie du travail toutes les semaines, il n'exige pas de date limite de rendu et ne note pas les copies. Il n'est pas particulièrement inquiet pour la scolarité de ses élèves : « *Le théorème de Thalès n'a pas été vu en mai ? On le verra à la rentrée, en seconde.* » Il se soucie en revanche davantage de leur état psychologique à la sortie du confinement : « *Je crains qu'on ne découvre une situation plus critique que ce qu'on imagine.* »

« Des élèves de terminales techniques lâchent l'école pour travailler pour Uber ou pour des plateformes de livraison. » Shakila Zamboulingame, prof d'histoire-géographie

Le département de la Seine-Saint-Denis, très durement éprouvé par la crise sanitaire, a enregistré une des surmortalités les plus élevées du pays. Une quinzaine d'élèves du lycée Eugène-Delacroix à Drancy ont perdu un parent ou un grand-parent, souligne Shakila Zamboulingame qui y enseigne l'histoire et la géographie. Elle maintient un lien régulier avec la plupart de ses élèves – cours en visioconférence, échanges par e-mail... –, mais elle estime en avoir perdu une « *bonne dizaine* ». C'est moins que les enseignants de terminales techniques dont beaucoup d'élèves travaillent : « *Ils lâchent l'école pour travailler pour Uber ou pour des plateformes de livraison.* » Avec eux, le lien est rompu.

Dans ce département très jeune, qui compte 350 000 élèves de la maternelle au lycée, combien sont-ils, ces élèves dont l'Education nationale n'a plus de nouvelles ? « *Je n'arrive pas à l'évaluer, mais, pour le département, c'est assurément plus que le chiffre de 4 % avancé par le ministère* », répond Stéphane Troussel, le président du conseil départemental. « *Il faut dire la vérité : l'école à la maison, ça n'est pas l'école* », poursuit-il. Dans une lettre qu'il a adressée à Emmanuel Macron, le 29 avril, Stéphane Troussel réclame que le plan promis en faveur du département soit plus rapide que prévu, notamment pour l'école. « *La soupe populaire ne saurait être l'horizon indépassable de nos concitoyens* », écrit-il.

« Ils sont très angoissés. Je pense à un élève qui a perdu un copain pendant leur traversée de la Méditerranée, ça lui revient beaucoup en ce moment. Il a très peur de mourir s'il sort de son hôtel. » Jérôme Piques, professeur de français

Une catégorie d'élèves rencontre plus de difficultés encore : les élèves allophones accueillis dans les classes dites « unité pédagogique pour élèves allophones arrivants » (UPE2A). Si les conditions de travail sont acrobatiques, Catherine Rossignol, professeure de collège dans un quartier sensible à Montreuil, se réjouit que, sur ses 17 élèves, 15 se montrent assidus. Ce sont ses élèves de 4^e et de 3^e « ordinaire » qu'elle sent découragés. « *Les UPE2A sont plus combattifs, sans doute parce qu'ils ont l'habitude d'être seuls.* »

Jérôme Piques, professeur de français, a une classe UPE2A au lycée André-Sabatier de Bobigny. Les premiers jours du confinement, certains de ses élèves vivant en foyer ou en hôtel se sont retrouvés sans moyens. « *La CPE qui habitait près d'un élève lui a remis de l'argent. Un autre a dû aller récupérer une petite somme au lycée. On n'a pas respecté le cadre, mais on était en situation d'urgence.* » S'ils ont reçu des tablettes, sur ses vingt élèves, seuls six parviennent à se connecter. « *Ils font un travail de production écrite qu'ils m'envoient par texto.* » Les conséquences de ces deux mois sans cours l'inquiètent : « *Ils ont un an pour apprendre la langue française. Là, c'est un trimestre complètement perdu.* »

Les visioconférences sont acrobatiques : certains n'ont pas de micro, d'autres pas de caméra. Les élèves étaient heureux quand Emmanuel Macron a annoncé une date de déconfinement, mais, dans le 93, classé rouge, cette perspective s'éloigne : « *Ils sont très angoissés. Je pense à un élève qui a perdu un copain pendant leur traversée de la Méditerranée, ça lui revient beaucoup en ce moment. Il a très peur de mourir s'il sort de son hôtel. Je l'écoute, mais je ne suis que prof de français...* »

A quelques mètres du bidonville

Agnès (prénom modifié) est parvenue à garder le contact avec ses élèves originaires de Roumanie grâce à ASET93, une association qui se bat pour la scolarisation des enfants roms du département. Alisa Catalan, une des médiatrices, qui a elle-même grandi en bidonville, appelle régulièrement les parents, transmet des nouvelles aux professeurs, donne des consignes aux enfants et se déplace parfois pour faire du soutien scolaire ou remotiver un élève. C'est par son intermédiaire qu'Agnès a des nouvelles de Florin, 13 ans. Ses parents ne parlent pas français et lui ne répond pas toujours au téléphone. « *Mais il répond toujours à Alisa* », souligne Agnès.

Il a reçu une tablette, prêtée par le conseil départemental. « *C'est joli et utile, mais le contact humain est essentiel* », poursuit Agnès qui, fin avril, a obtenu l'autorisation de voir ses élèves. Mardi 28 avril, elle a retrouvé Florin et d'autres enfants sur un bout de sable au bord de la Seine, à quelques mètres du bidonville où ils vivent. Alisa était présente. « *Ils étaient quatre dont un petit de 11 ans qui attend toujours d'être scolarisé par la mairie. J'ai découvert matériellement leur situation.* » Avec Antonio qui ne parle pas du tout français et qui courait un peu dans tous les sens, Agnès a tracé des chiffres sur le sable.

Zineb Dryef

Coronavirus : 53% des Français ont plus peur pour leur santé que pour leur situation économique

Une enquête Ifop pour No Com, que nous dévoilons, illustre le dilemme du déconfinement. Car, dans le même temps, les sondés jugent que la crise économique est la plus grande menace pour la France, devant l'épidémie de Covid-19.

Reprise de l'activité ou santé ? Avant le déconfinement, les Français sont partagés entre la peur du Covid-19 et celle de la crise économique. (Illustration) LP/Laurent Guizard/LP/Olivier Corsan

Par **Vincent Vèrier**

Rester à la maison parce que la santé n'a pas de prix? Ou bien travailler aujourd'hui pour éviter le pire demain ? Entre les deux, le cœur des Français balance. Après 56 jours de confinement, nous

serons des millions, ce lundi 11 mai, à reprendre le chemin du travail, avec, pour beaucoup, la boule au ventre. Et pour certains, même, cette petite musique, au refrain désagréable : pourquoi risquer de perdre la vie en voulant la gagner.

Selon « le Baromètre des deux crises », un sondage Ifop réalisé pour le cabinet de conseil stratégique No Com, 53 % des Français estiment que le plus grand risque pour eux et leurs proches est d'être infecté par le coronavirus. Tandis 47 % craignent d'abord les conséquences économiques de la crise. A contrario, quand les mêmes sont interrogés sur la plus grande menace qui pèse cette fois sur la France, 58 % répondent la crise économique et 42 % l'épidémie de Covid-19.

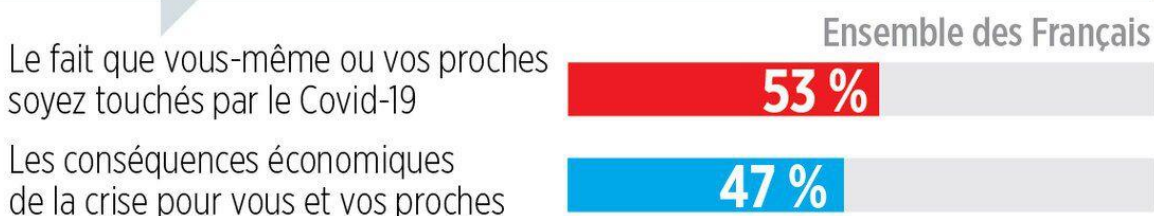
L'épidémie inquiète toujours



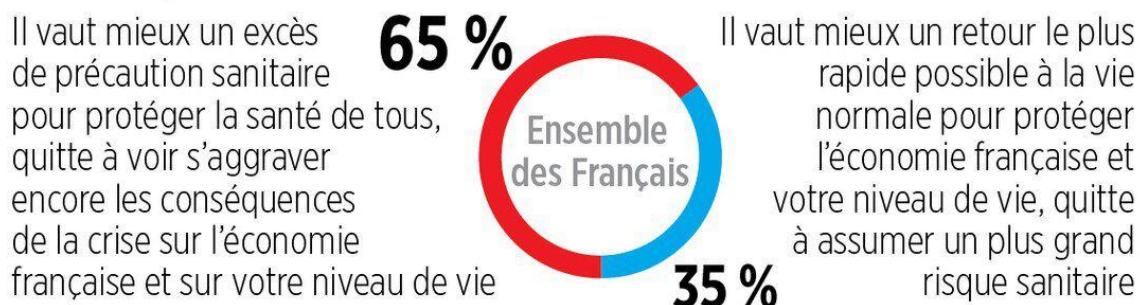
Selon vous, quelle est aujourd'hui la plus grande menace pour la France ?



Et aujourd'hui, personnellement, qu'est-ce que vous craignez le plus... ?



De laquelle de ces deux opinions vous sentez-vous le plus proche ?



SOURCE : IFOP POUR NO.COM.

LP/INFOGRAPHIE.

Un dilemme illustré par les affaires Amazon et Renault. Tandis que l'intersyndicale CFDT, CGT, FO et Union, après avoir saisi la justice pour préserver la sécurité sanitaire des salariés, a contraint le géant américain de l'e-commerce à [fermer ses six entrepôts français](#), une poignée d'employés ont, eux, lancé une pétition en ligne – près de 16 800 signatures ce samedi 9 mai – pour exiger leurs réouvertures. Même schizophrénie à l'usine Renault de Sandouville (Seine-Maritime), que le constructeur automobile a dû fermer sur décision

justice après à un recours de la CGT pour des mesures sanitaires insuffisantes. Une décision qui a renvoyé chez eux les 1200 salariés sur les 1848 qui venaient juste de reprendre le travail et provoqué la colère des autres syndicats. « La posture de la CGT est irresponsable et infondée », s'est ainsi emportée ce samedi sur France Inter Laurent Berger, le patron de la CFDT.

A la SNCF, où le mot d'ordre des syndicats est « pas de protection, pas de production », l'un d'eux l'avoue du bout des lèvres : « Si on voulait vraiment zéro contamination il faudrait laisser tous les trains en gare. Mais impossible de réclamer ça ». Car aux chiffres du Covid-19, notamment les 26 310 morts depuis le début de l'épidémie, répondent ceux, moins douloureux, mais tout aussi inquiétants, de l'économie française : 12,1 millions de salariés au chômage partiel et un déficit public estimé à 9,9 % pour 2020.

Un dilemme, entre santé et économie, qui ne penchera pas du même côté selon l'épaisseur du portefeuille et la possibilité de faire du télétravail ou pas. Selon cette enquête Ifop, 54 % de personnes les plus aisées estiment qu'il vaut mieux un retour rapide à la vie normale, quitte à assumer un plus grand risque sanitaire, pour protéger l'économie. Le contraire pour 73 % des plus pauvres qui militent pour un excès de mesures sanitaires, même si cela entraîne une aggravation de la crise économique.

Défiance envers le gouvernement

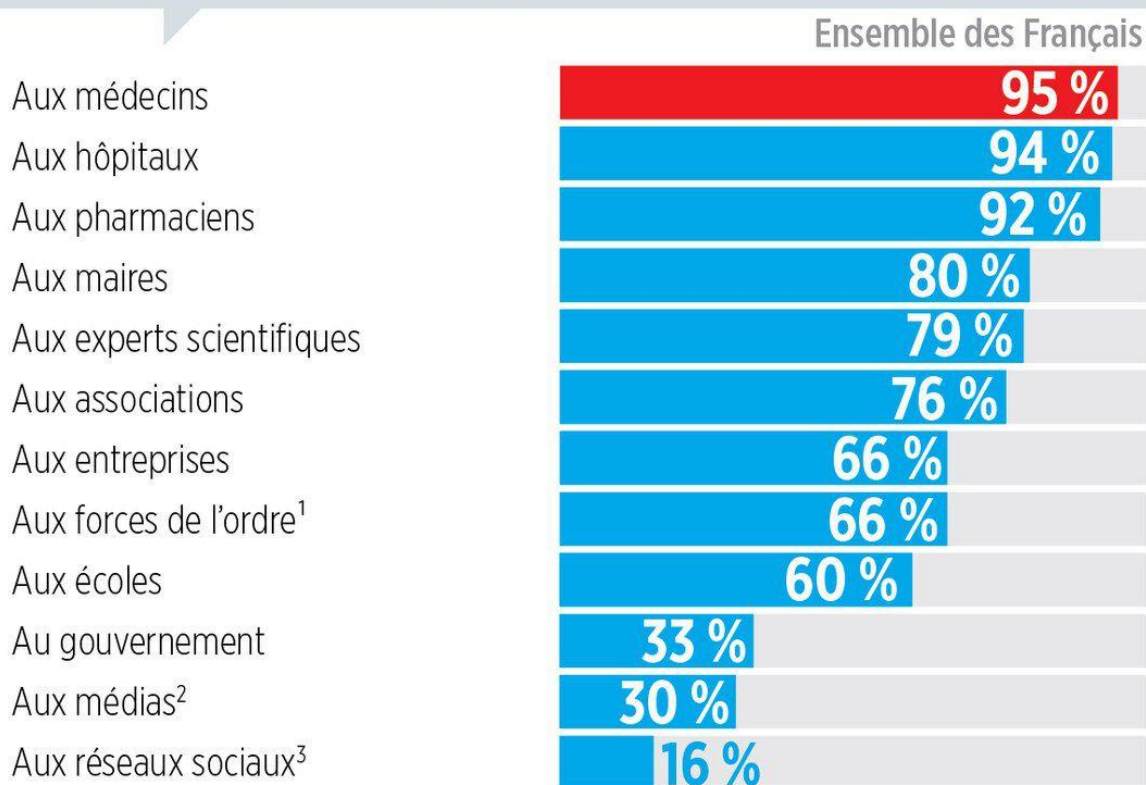
En revanche, Français riches ou pauvres s'accordent sur une tendance basse pour apprécier l'action du gouvernement : 21 % des plus modestes lui font confiance et 50 % pour les plus aisés (33 % en moyenne).

La faute, sûrement, à la gestion des masques, qui colle au bilan de l'équipe d'Edouard Philippe. A l'étranger aussi pourtant, la gestion de la crise par les gouvernements n'est pas exempte de tout reproche. Et pourtant, les populations rejettent moins leurs dirigeants.

Un net manque de confiance envers le gouvernement

P

Dans cette crise sanitaire du coronavirus, faites-vous confiance à chacun des acteurs suivants pour assurer efficacement leur rôle ?



1. Police et gendarmerie. 2. Radio, télévision, presse... 3. Twitter, Facebook...

Méthodologie

Enquête réalisée en ligne du 5 au 6 mai 2020 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

SOURCE : IFOP POUR NO COM.

LP/INFOGRAPHIE.

Dans un sondage réalisé par Cevipof et Ipsos Sopra, publié début mai, et qui compare le niveau de confiance et d'inquiétude des populations

de six pays européens envers leurs dirigeants, Emmanuel Macron arrive bon dernier (24 % seulement de confiance). Loin derrière les gouvernements autrichien (61 %), allemand (50 %), britannique (48 %), italien (41 %) et suédois (38 %).

« Baromètre des deux crises », sondage Ifop pour No Com, réalisé du 5 au 6 mai auprès d'un échantillon de 1000 personnes de plus de 18 ans, représentatif de la population française, selon la méthode des quotas.